

PROJET NOOR, UNE RENTABILITÉ À PROUVER

Plan solaire. Selon une récente étude de la Banque Mondiale, la 2^{ème} phase du projet Noor engendrera un déficit financier net de 425 millions de dollars. Retour sur un projet dont les retombées ne sont pas à chercher du côté de la rentabilité.

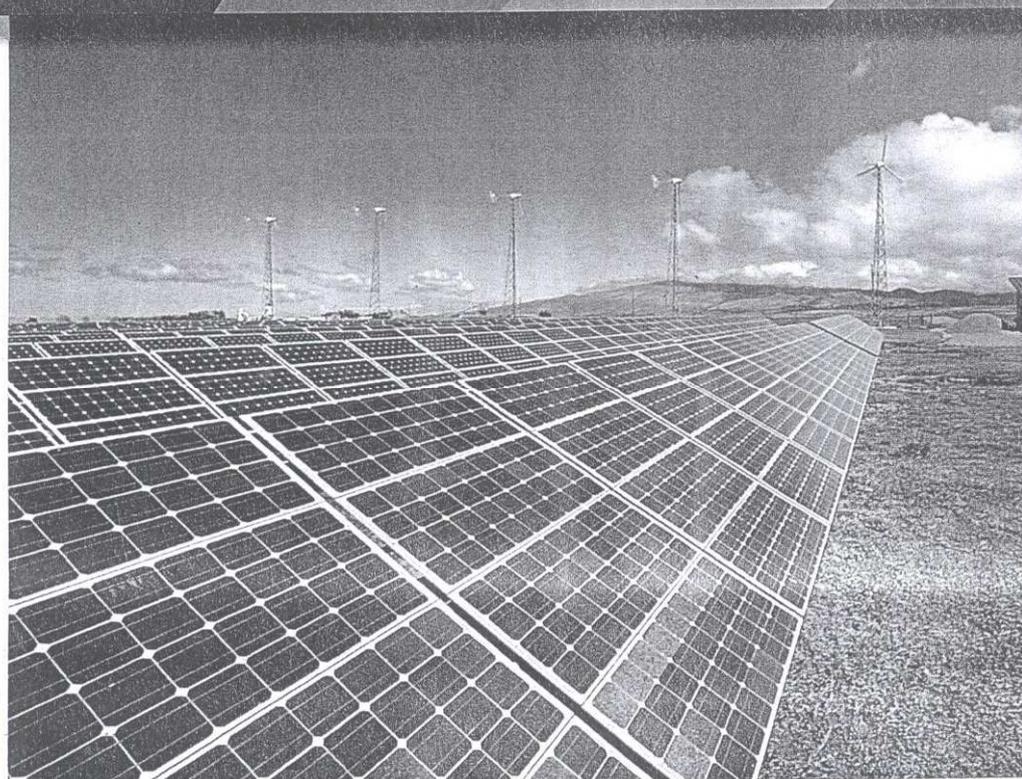
**PLAN SOLAIRE
MAROCAIN 2020**

2 GW
CAPACITÉ DE
PRODUCTION ÉLECTRIQUE

6,2 MM D'EUROS
COÛT
TOTAL ESTIMÉ

2000 MW
PRODUCTION
D'ÉLECTRICITÉ

14%
COUVERTURE DES
BESOINS ÉNERGÉTIQUES



Le plan solaire vise la mise en place d'une capacité de production de 2GW à l'horizon 2020

Les détails de financement de la deuxième phase du complexe solaire d'Ouarzazate se précisent. Piloté par l'agence marocaine de l'énergie solaire Masen, le plan solaire vise la mise en place, entre 2015 et 2019, d'une capacité de production électrique à partir d'énergie solaire de 2 GW, pour un coût total estimé à 6,2 milliards d'euros. Alors que le

coût de la première phase du projet, Noor I, est estimé à 800 millions d'euros, le coût de la deuxième phase du complexe solaire, qui sera doté d'une puissance totale de 300 MW, est évalué à 1,8 milliard d'euros. Soit 20,3 milliards de dirhams. Comment le Maroc financera-t-il cette enveloppe colossale ? Contactés pour fournir une réponse à cette question, les respon-

sables de Masen ont préféré garder le silence. L'on sait d'emblée qu'à l'image de la première phase, de très importants partenaires financiers seront appelés à contribution. Masen, qui prend en charge 20% de l'investissement, soit 360 millions d'euros, a fait le choix de recourir aux mêmes bailleurs de fonds internationaux que pour la première phase.

On prend les mêmes et on recommence

Ainsi, on retrouve en lice pour le financement de cette deuxième phase, la Banque européenne d'investissement (BEI) et l'Allemand KfW, avec des apports respectifs de 350 et 654 millions d'euros. Ces deux institutions, qui se partageront la tête du peloton des bailleurs eu-

Le coût de la 2^{ème} phase du projet Noor est estimée à 1,8 milliards d'euros

ropéens, solliciteront une subvention de la Commission européenne (CE) au titre de la Facilité d'investissement pour le voisinage (FIV) dont le comité a donné un accord provisoire à cette demande fin 2013. Par ailleurs, la commission européenne intervient directement dans le financement de la tranche 2 à hauteur 480 millions de dollars. La Banque africaine de développement et la Banque Mondiale ont également manifesté leur intérêt pour le projet. S'ajoute à cette liste le fonds Clean Technology Fund (CTF), doté par différents États et géré par la Banque Mondiale pour le dossier du solaire. Ce fonds a déjà marqué un accord de principe qui porte sur un investissement de 218



Mustapha Bakkoury, président de Masen, avait annoncé que la première station «Noor Ouarzazate I» injectera de l'électricité en 2015.

millions de dollars. La Banque internationale pour la reconstruction et le développement financerait le projet, quant à elle, à hauteur de 350 millions de dollars. Seule l'Agence française de développement (AFD) a préféré participer au financement par le biais d'un prêt limité à 50 millions d'euros. Et pour cause, l'agence française met en avant «les contraintes liées au respect du ratio grands risques». Ceci étant, le financement de l'AFD lui permettrait tout de même d'être partie prenante dans les positions européennes tout au long du processus d'instruction du projet.

Un fardeau financier de 425 millions de dollars

Une telle mobilisation pour un projet financé à coups de milliards attiserait la convoi-

tise des avides de rentabilité. Pourtant, selon l'analyse de la Banque Mondiale, ce projet, d'un point de vue purement

financier, serait loin d'être rentable. En effet, le déficit financier brut de la deuxième phase du projet Noor a été estimé à 890 millions de dollars. «*Toutefois, la charge financière nette que doit couvrir le gouvernement marocain, issue du déficit de revenus, devrait être moins importante que l'estimation initiale*», ajoute la Banque Mondiale. Noor II et III devraient générer des liquidités pour l'État et Masen, à travers différentes sources, qui compenseraient en partie l'écart négatif réalisé sur les revenus du projet. Les sociétés de projets qui sont chargées du développement de la centrale sont tenues de payer l'IS et la taxe sur la valeur ajoutée sur certains produits et services. Ces taxes devraient générer un flux de trésorerie annuel pour l'État de l'ordre de 242 millions de dollars. La prise de participation de Masen dans ces sociétés de projets devrait ainsi être financée par des subventions de la FIV, et doivent produire un rendement de 162 millions de dollars sur 25 ans. Masen s'est engagée à utiliser ce retour sur investissement pour couvrir une partie de son déficit de revenu, réduisant ainsi le fardeau

financier que l'État doit supporter. Tout compte fait, le déficit financier net que l'Etat devra assumer est estimé à 425 millions de dollars. Une lourde ardoise que le gouvernement marocain, via Masen, peut réduire davantage en ayant recours à certains leviers. L'Agence française de développement recommande, entre autres, de mettre en compétition les opérateurs et les technologies pour réduire le surcoût engendré par la production d'énergie solaire. Le recours à des prêts concessionnels pour les investissements et à de l'aide budgétaire est également recommandé afin d'atténuer le différentiel de prix. Enfin, l'AFD préconise l'exportation d'une partie de la production afin de bénéficier de prix d'achat européens. Mais il ne faut pas se leurrer, cette dernière proposition est loin d'être une priorité car l'électricité produite par le complexe solaire sera destinée en premier lieu à la satisfaction des besoins nationaux. Ce n'est qu'une fois ces besoins satisfaits que le Maroc pourra se tourner vers l'exportation en l'Europe à travers l'interconnexion Maroc-Espagne. ■

BTISSAM ZEJLY @bzejlj

LE FINANCEMENT DU PROJET NOOR I ET II
(en millions de dollars)

| | |
|---|-------------|
| Le coût total du projet | 3307 |
| Financement des banques | 350 |
| Les sources de financement | |
| Emprunteurs | 490 |
| La Banque internationale pour la reconstruction et le développement | 350 |
| La Banque africaine de développement | 252 |
| Clean Technology Fund | 218 |
| La Commission européenne | 123 |
| La Banque européenne d'investissement | 480 |
| L'Agence française de développement | 68 |
| KFW | 892 |
| Total | 2878 |
| Déficit de financement | 428 |

© SOURCE : LA BANQUE MONDIALE

En complément des fonds propres (20%), Masen a fait le choix de recourir aux mêmes bailleurs de fonds que pour la première phase. Ayant officieusement annoncé des financements importants pour les 2 lots, la BEI et KFW apporteront des fonds de 480 et 892 millions de dollars respectivement.